

Plan IV de lutte contre la chlordécone

Synthèse finale de la consultation en ligne

Préfecture de Guadeloupe - Décembre 2020

DONNÉES INTRODUCTIVES	3
Methodologie	4
DONNÉES LIÉES À LA CONSULTATION	6
Données clés	7
Répartition de la participation de la consultation selon les stratégies	8
Focus sur les propositions du Plan IV de lutte contre la chlordécone	9
CARTOGRAPHIE EXHAUSTIVE	12
PROPOSITION 1 - STRATÉGIE RECHERCHE	13
PROPOSITION 2 - STRATÉGIE FORMATION-ÉDUCATION	18
STRATÉGIE SANTÉ - ENVIRONNEMENT - ALIMENTATION	22
PROPOSITION 3.1 - Enjeu Santé	22
PROPOSITION 3.2 - Enjeu Environnement	26
PROPOSITION 3.3 - Enjeu Alimentation	28
PROPOSITION 4 - STRATÉGIE SANTÉ-TRAVAIL	30
PROPOSITION 5 - STRATÉGIE SOCIO-ÉCONOMIQUE	33
PROPOSITION 6 - STRATÉGIE COMMUNICATION	36
FOCUS - PLAN IV DANS SON INTÉGRALITÉ	39
FOCUS - GOUVERNANCE ET BUDGET	41

DONNÉES INTRODUCTIVES

Méthodologie

La note ci-dessous présente la manière dont est réalisée la synthèse de la consultation par les équipes de Cap Collectif. La synthèse est composée de plusieurs éléments :

- **Une analyse quantitative** réalisée à partir des données quantitatives de la consultation : nombre de participants, nombre de votes (“d’accord”, “pas d’accord” et “mitigés”) sur les propositions, nombre d’arguments déposés en réaction à ces propositions.
- **Une cartographie exhaustive** de l’ensemble des contributions déposées sur la plateforme. Pour parvenir à cette cartographie, la totalité des contributions est lue et intégrée (à l’exception des contributions hors sujet, modérées ou incompréhensibles) :
 - les contributions sont regroupées au sein d’une section avec d’autres contributions dont le fond du propos est similaire. Le titre du regroupement synthétise son contenu ;
 - les contributions sont requalifiées et déplacées dans d’autres thèmes ou catégories lorsqu’elles avaient été déposées au mauvaise endroit (à titre d’exemple, des arguments “pour” une proposition sont parfois déposés dans la colonne “contre”).
 - Des arguments qui ne sont ni “pour”, ni “contre” la proposition, mais expriment un avis critique sont pris en compte et classés comme des “points de vigilance”, “points d’éclairage” ou des “conditions de mise en oeuvre”.

En aucun cas il ne s’agit d’une analyse sur le fond, en opportunité, ou en pertinence, de ce que les participants auront dit.



DONNÉES LIÉES À LA CONSULTATION

Données clés

En Guadeloupe, sur l'ensemble des visiteurs (4141), 791 citoyens se sont inscrits en créant leur compte sur la plateforme, soit **19,1 %**.

Sur l'ensemble des inscrits (791), 636 citoyens ont contribué sur au moins l'une des six stratégies, soit **80,4 %**.

Évolution de la participation

	S+1	S+2	S+3	S+4
Inscrits	33	43	70	568
Participants	22	33	57	454
Votes	104	190	330	3213
Arguments	28	47	87	506

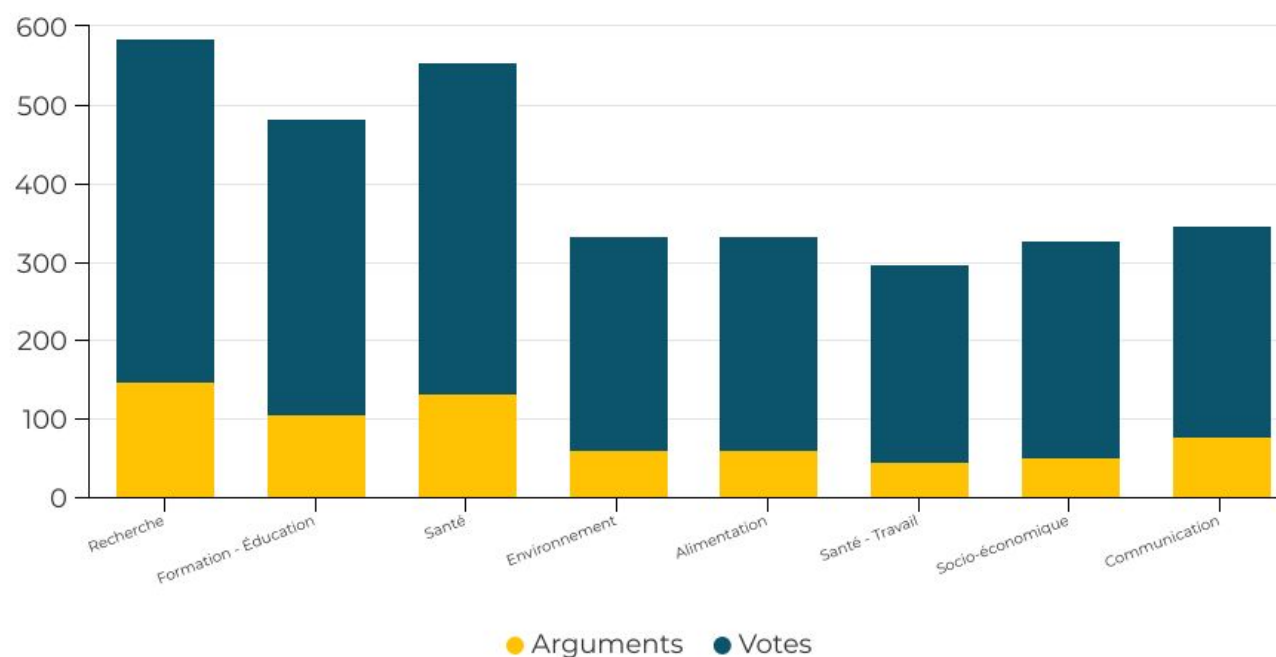
Entre le 19 novembre et le 20 décembre, ont été déposés sur la consultation Guadeloupe :

- **699 contributions** dont :
 - 8 propositions initiales de la Préfecture de Guadeloupe
 - 691 arguments
- **4420 votes**

Répartition de la participation de la consultation selon les stratégies

Les participants avaient la possibilité de contribuer sur les six stratégies du projet de plan IV du plan de lutte contre la chlordécone de manière non exclusive.

Sur chacune des stratégies, les participants avaient la possibilité de voter et d'argumenter.



Focus sur les propositions du Plan IV de lutte contre la chlordécone

La consultation permettait la soumission des six stratégies du projet de plan IV de lutte contre la chlordécone à l'avis citoyen. C'est sur ces propositions dites "initiales" que les citoyens ont pu participer via les modalités de votes et d'arguments. La publication de ces propositions a pu permettre de lancer des débats rapidement sur la plateforme et d'identifier des points de consensus et des points de dissensus sur certaines stratégies ou actions proposées.

Première analyse :

De manière générale, les votes sont en majorité en soutien des mesures proposées par l'État. Avant d'analyser plus longuement les arguments déposés, ce signe est plutôt positif pour le Plan IV et devrait permettre de rassurer les décideurs politiques de cette consultation.

L'enjeu Santé des populations a reçu le plus de votes positifs et la stratégie Communication, à l'inverse, a reçu un nombre plus important de votes négatifs que les autres stratégies proposées. Un travail approfondi pourra être mené sur cette dernière proposition afin d'aboutir à des propositions plus consensuelles, notamment en prenant compte des contributions citoyennes.

Concernant la Santé des populations, il semble assez logique qu'elle mobilise le plus de participants et de votes. En effet, comme beaucoup de participants le précisent dans la consultation, "toutes les actions réalisées en faveur d'une amélioration généralisée de la santé sont les bienvenues".

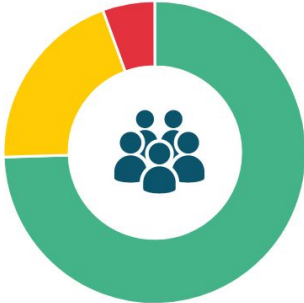
Après analyse des arguments, et cela se voit dans la cartographie des contributions, les participants ne se sont pas positionnés pour ou contre les propositions de manière manichéenne mais ont plutôt essayé de questionner, d'approfondir et d'aller plus loin que les propositions qui leur étaient soumises.

1 - Stratégie Recherche



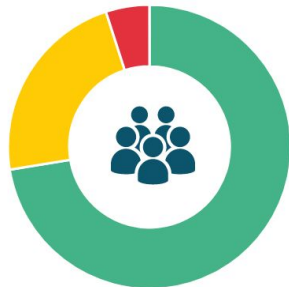
Vote pour Vote mitigé Vote contre

2 - Stratégie Formation-Éducation



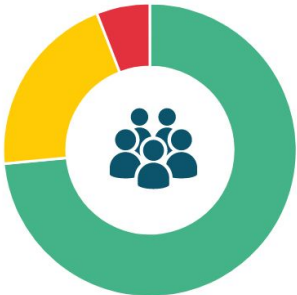
Vote pour Vote mitigé Vote contre

3.1 - Santé des populations



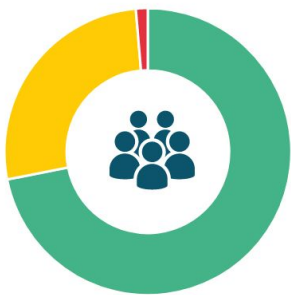
Vote pour Vote mitigé Vote contre

3.2 - Environnement



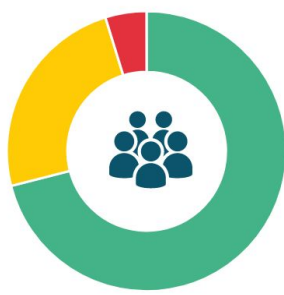
Vote pour Vote mitigé Vote contre

3.3 - Alimentation



Vote pour Vote mitigé Vote contre

4 - Stratégie Santé- Travail



Vote pour Vote mitigé Vote contre

5 - Stratégie socio-économique



■ Vote pour ■ Vote mitigé ■ Vote contre

6 - Stratégie Communication



■ Vote pour ■ Vote mitigé ■ Vote contre

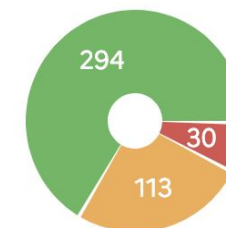
CARTOGRAPHIE EXHAUSTIVE

Dernière partie de ce document (et non des moindres) : la cartographie exhaustive de l'intégralité des contributions déposées sur la plateforme. Celle-ci vise à donner une vision complète de ce qui s'est dit via les contributions déposées sur la consultation sur chaque axe. Cette cartographie permet également de montrer aux participants que l'ensemble des contributions ont été prises en compte.

Pour la réaliser, l'intégralité des contributions est lue et y est retranscrite : les contributions similaires sont regroupées, et des reclassements sont faits.

Les propositions sont celles proposées par les Préfectures dans le cadre du projet de plan IV de lutte contre la chlordécone. Pour chaque proposition, on retrouve le détail des votes, ainsi que des familles d'arguments et leur détail, lorsque le niveau de détail le permet.

PROPOSITION 1 - STRATÉGIE RECHERCHE



Arguments POUR

- **Bénéfices attendus de la recherche :**
 - Cela peut contribuer à améliorer le quotidien des habitants, notamment des enfants
 - La recherche et l'instruction contribueront assurément à une meilleure connaissance permettant de se diriger vers un procédé de décontamination
 - Les recherches sont fondamentales tant pour les questions de dépollution des terres mais également de "purification" des corps d'animaux et des êtres humains
 - La recherche est utile, surtout si elle permet d'aider le gouvernement à reconnaître et à prendre ses responsabilités et aux familles touchées d'être accompagnées
- **La recherche, perçue comme utile :**
 - La nécessité de poursuivre la recherche et d'en informer

Arguments CONTRE

- **Critiques sur la consultation :**
 - Cette consultation ne permet pas à tout le monde de donner son avis
 - Elle n'est pas accessible à la majorité de la population guadeloupéenne
 - Cette consultation est faussée car elle exclut une partie de la population qui n'ont pas accès à l'outil Internet
 - Elle n'est pas suffisamment médiatisée
 - La consultation aurait été plus efficace si comme pour les recensements de la population, des enquêteurs passaient dans les foyers pour connaître l'opinion des gens sur le plan chlordécone
- **Critique sur la stratégie Recherche :**
 - La stratégie proposée est timorée
 - Cette stratégie est encore trop peu en adéquation avec les besoins concrets pour faire face à l'ampleur de la

la population

- La connaissance scientifique est nécessaire pour la prise de décisions
- Toutes les améliorations proposées sont bonnes à prendre
- L'intervention du monde scientifique est incontournable
- La mise en place d'un "Plan Marshall" en terme de financement de la recherche est pertinent

pollution

- **Le temps de l'action est venu :**

- La recherche ne suffit plus
- Les diagnostics sont déjà connus ; il faut dépasser ce stade
- Les résultats des recherches précédents devraient être déjà utilisés pour passer au concret
- La multiplicité d'instances et de colloques nuit à la productivité
- Critique d'un énième appel à projet qui remplace une politique volontariste

- **L'absence de prise en compte des études et résultats déjà réalisés :**

- L'impression de repartir de zéro à chaque nouveau plan
- L'absence de réponse à des sujets pourtant analysés

Conditions de mise en oeuvre

- **L'allocation d'un budget cohérent et l'accompagnement économique des chercheurs :**

- Ces ambitions nécessitent l'allocation d'un budget suffisant sans quoi cela va continuer de piétiner
- La proposition ne fait pas état d'un budget clair
- La nécessité de donner plus de moyens à la recherche
- Aider les doctorants/chercheurs en leur allouant des subventions
- L'Etat doit financer la recherche à grande échelle pour désempoisonner les humains, sols et milieux aquatiques

- **Accompagner les travaux de recherches d'une information transparente et claire :**

- La nécessité de poursuivre la recherche et d'en informer la population
 - Présenter à la population un compte-rendu régulier des travaux relatifs à chacune des actions prévues dans le cadre de cette stratégie
 - La nécessité de parler plus régulièrement du chlordécone
 - Rendre accessibles les tests d'analyse de la concentration de Chlordécone
 - Les niveaux de contamination des terres doivent être effectivement mesurés et publiés via une vraie cartographie
 - La recherche est nécessaire mais doit être accompagnée d'une vulgarisation scientifique à diffuser via les médias pour plus de transparence
- **La mise en place d'une gouvernance locale, basée sur les ressources du territoire :**
 - **La mise en place d'une gouvernance locale :**
 - La mise en place d'une gouvernance locale semble plus pertinente
 - Mettre en place une gouvernance sur les recherches permettra de les centraliser
 - La mise en place d'une gouvernance Martinique-Guadeloupe pourrait être une solution face à l'administration française
 - **Le refus d'une gouvernance en France Métropolitaine :**
 - Les instances nationales ne feront que retarder les choses
 - Le souhait d'une gouvernance nationale avec une coordination locale est un non sens
 - Les 3 derniers plans ont montré la faiblesse de la gouvernance, avec des comités de pilotage qui n'ont pas joué leur rôle
 - **L'appui des chercheurs locaux :**
 - Les recherches devraient être assurées par les chercheurs des territoires concernés
 - Bénéficier de la connaissance du terrain et d'être sur place
 - Les projets et travaux doivent être portés par l'université des Antilles
 - Mettre en synergie les nombreuses compétences scientifiques présentes localement et l'appui d'experts scientifiques de l'extérieur si besoin
- **Le besoin d'une implication directe des populations impactées :**
 - Faire en sorte que les Guadeloupéens soient au cœur de la mise en place des recherches sur le chlordécone
 - Favoriser le passage de victime à acteur
- **Axes de recherche à ajouter à la stratégie :**

- Études sur la santé de la femme
- La dépollution
- La recherche devrait concerner l'ensemble des pesticides
- Poursuivre les recherches initiées sur le risque cancer de la prostate et chlordecone
- Recherche sur le volet génétique avec les mutations génétiques induites par la chlordécone en tant que perturbateur endocrinien
- Étude sur les nourrissons et les jeunes enfants
- L'imprégnation et les impacts sur la faune sauvage
- Le financement d'une recherche pharmaceutique est nécessaire

- **Sur les études scientifiques :**
 - Faire participer à l'enquête d'impact, les structures médico-sociales qui accueillent les jeunes enfants avec troubles du développement et handicap (CAMSP, SESSAD)
 - Évaluer les effets long-terme de cette molécule
 - Associer les laboratoires de recherche du territoire à ces travaux

- **Mieux prioriser les sujets de recherche :**
 - ***Les recherches doivent se concentrer sur la dépollution :***
 - L'urgence de dépolluer les sols est prioritaire
 - Cela peut se faire avec une technique basée sur l'utilisation de chanvre
 - La nécessité de moins d'études diverses et variées accompagné de financements dirigés vers la dépollution
 - ***Le plan d'action doit être mieux défini :***
 - Évaluer les impacts sur la santé humaine;
 - Dépollution des organismes vivant (cinétique et méthodes associées);
 - Captation des molécules de Chlordécone avant qu'elles n'arrivent dans le milieu marine (encore plus difficile à dépolluer que le sol) via de la filtration-décantation d'une partie des eaux de ruissellement;
 - Dégradation des molécules de Chlordécone captées dans les systèmes de filtration et certains organismes (plantes, algue, etc)
 - La recherche pourrait être à l'origine de programme d'application concrètes

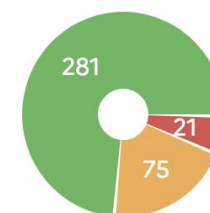
- **Nouvelles idées :**
 - La mise en place d'une plateforme analytique locale qui facilitera grandement les études scientifiques

- La mise en place d'un comité de scientifiques local
- S'intéresser aux travaux de recherche du Dr Sarra GASPARD de l'Université des Antilles
- Lancer des appels à projets scientifiques pour les scolaires et les jeunes universitaires afin qu'ils puissent porter leurs expériences
- Favoriser la recherche initiée il y a 15 ans sur la possibilité de casser la molécule de chlordécone
- Organisation d'un colloque scientifique et l'associer à un forum accessible au public (ex. sargasses)

Points de vigilance

- **La recherche est nécessaire mais elle ne doit pas empêcher les actions opérationnelles :**
 - Prendre garde à ne pas tomber dans des querelles scientifiques stériles et perdre de vue le terrain et l'opérationnel
 - La recherche est importante mais le budget alloué ne doit pas être amputé du budget de santé, nécessaire pour soigner les populations malades
 - Les actions citées s'inscrivent dans le moyen voir long termes ; il manque un axe à court terme permettant de rechercher des méthodes pratico-pratiques afin de réduire l'exposition des populations
- Il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles structures mais plutôt mieux faire avec ce qui existe déjà
- L'optimisation des méthodes d'analyses au niveau local semble être une bonne initiative mais des doutes subsistent sur la pérennité d'un tel projet qui manque de clarté sur les moyens humains et budgétaires fournis
- La stratégie Recherche doit être transversale et ne pas aborder seulement la thématique santé

PROPOSITION 2 - STRATÉGIE FORMATION-ÉDUCATION



Arguments POUR

- **L'information et la communication concernant cette problématique sont indispensables :**
 - Toutes les actions d'information de formation ou simplement de sensibilisation sont les bienvenues si elles sont bien préparées
 - La stratégie propose de bonnes idées à mettre en pratique ; les propositions sont à étudier et sont positives
 - Informer le plus grand nombre est primordial
 - Former les élèves permet leur protection aujourd'hui mais également qu'ils ne répètent pas les mêmes erreurs lorsqu'ils seront les acteurs économiques et chercheurs de demain
- **Le besoin d'une vraie stratégie éducative plus volontariste et structurée :**
 - Les programmes scolaires et universitaires doivent présenter les enseignements scientifiques relevant des

Arguments CONTRE

- **Critique de la stratégie :**
 - Les deux premiers points de la stratégie ne sont qu'une tentative de se donner bonne conscience en attendant de dépolluer les sols
 - La sensibilisation des scolaires est pertinente mais quid de leur formation ? Les formations doivent être dédiées aux professionnels de l'agriculture
- **Éduquer et former dès maintenant :**
 - L'échéance 2025 dans l'enseignement agricole est beaucoup trop éloignée
 - La révision des programmes scolaire pour y intégrer l'agroécologie est trop lente
 - Il faut accélérer ce processus de mise à jour des programmes scolaires et des diplômes de l'Éducation nationale
 - Les réflexions et ressources pédagogiques doivent

- impacts de pollution mortifère sur le vivant
- La vérité sur “l’empoisonnement” des Peuples de Guadeloupe et de Martinique doit être clairement enseignée et délivrée à tous
- L’enjeu majeur est dorénavant de prévenir et plus seulement de dénoncer les dégâts causés

- **Les structures ou publics cibles à former et/ou sensibiliser :**

- Les enfants et encadrants des crèches et structures d'accueil infantiles (assistantes maternelles, CLSH...)
- Les enseignants lors de leur cursus au sein de l’ESPE
- Les personnels de l’éducation pour qu’ils intègrent cette problématique dans leurs enseignements de la maternelle à l’université
- Chaque professionnel travaillant avec les familles, parents enfants doit être formés pour mieux informer sur ce sujet
- Toutes les femmes enceintes
- Les professionnels dont les métiers sont impactés par la chlordécone
- Intégrer un volet d’information systématique des organes gouvernementaux afin que personne ne puisse “méconnaître” la situation
- Les professionnels de santé

- **Les bonnes pratiques à poursuivre :**

- L’expérience empirique de Jafa en matière d’éducation et de promotion de la santé est indéniable et à féliciter
- La stratégie doit être à la hauteur de la stratégie

aboutir à la création et la mise en place d’un module de la formation initiale des professeurs des écoles et des professeurs de SVT dès la rentrée 2021-2022

- **Les moyens alloués ne sont pas suffisants :**

- Cet axe manque d’ambition en étant seulement restreint à la problématique chlordécone
- Il faut aller plus vite et plus loin
- La stratégie se limite à l’éducation des populations locales alors qu’il est impératif que les supports d’information soient accessibles et diffusés à l’échelle nationale

- **La sensibilisation via Jafa est insuffisante :**

- Le nombre de personnel travaillant pour Jafa ne semble pas suffire pour former en Guadeloupe l’ensemble des scolaires
- La formation offerte par Jafa ne permet pas d’avoir une perception globale de la problématique
- Elle se limite à la responsabilité individuelle des particuliers, c’est une information parcellaire
- Leur programme ne couvrent pas forcément tous les territoires

- **Ne pas restreindre l’information et la formation à un public cible :**

- Les jeunes scolarisés, le monde de l’éducation, les professionnels ne peuvent être les seuls bénéficiaires de la formation et de l’éducation
- Mieux informer les acteurs nationaux plutôt que

éducative déployée pour le Covid

territoriaux

- La problématique de la chlordécone doit également être intégrée dans les formations agricoles, pêches, alimentaires (grandes et moyennes distribution), médicales (radiologie)....
- Le Chlordécone n'est pas qu'un péril guado-guadeloupéen ou martiniquo-martiniquais in situs : il ne faut pas se focaliser sur ce seul espace géographique

Conditions de mise en oeuvre

- **Apprendre de nouveaux modes d'exploitation, plus adaptés :**
 - Découvrir et former à de nouvelles techniques agricole comme le hors sol
 - Former aux solutions de dépollution du sol dans les lycées agricoles plutôt que de sensibiliser aux problématiques
 - Sensibiliser sur les solutions naturelles tout aussi efficaces (agroécologie, jus de compostage)
 - Utiliser la chlordécone comme exemple d'erreurs commises
- **L'éducation passe aussi par une reconnaissance de la responsabilité de l'Etat**
- **La formation des professionnels à part entière :**
 - Un volet "Formation des professionnels" (de santé et des filières agricoles) devrait être rédigé à part avec des objectifs spécifiques
 - Engager un plan de formation pour la reconversion des professionnels dont les métiers sont impactés par la chlordécone
 - Introduire de manière systématique un module sur le sujet dans les formations professionnelles organisées par la région, la mission locale, pôle emploi etc...
- **Mettre en place davantage de moyens de communication et de diffusion :**
 - Envisager un budget publicitaire pour des annonces ciblées comment consommer et quoi consommer et consommer local

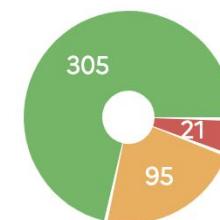
- Inclure une intervention concernant la chlordécone dans le cadre du Salon de la santé, des loisirs et du bien-être
- Création d'émissions radio ou télé dédiées
- Mise en place d'expérience et de manipulation ludique expliquant l'action du chlordécone, l'impact, et le fonctionnement (type « C'est pas sorcier »)

- **Aller davantage à la rencontre des populations :**
 - Assurer la coordination des actions entre grand public et association grâce au programme JAJA avec des actions terrains par des associations locales
 - L'organisation de réunions publiques locales apolitiques devraient être organisées dans les quartiers pour faciliter l'appropriation des messages et modifier à terme, les comportements individuels et collectifs
 - Concevoir un comité chlordécone communal entre les services sociaux et d'urbanisme communaux afin d'informer et d'accompagner la population dans la maîtrise de l'information

- **Idées proposées pour aider la mise en place de la stratégie :**
 - La distribution d'un livret nutrition à toutes les femmes enceintes dès leur déclaration de grossesse afin de les accompagner dans le choix des aliments à conserver et ceux à proscrire dans un objectif de zéro exposition au chlordécone des enfants à naître, des nourrissons et des enfants
 - Intégrer dans la scolarité des enfants un module sur le jardin familial afin de leur apprendre les bases de l'agriculture avec des notions de gestions de la pollution chlordécone et pesticide (gestion de la culture saine)
 - Créer une plateforme pédagogique permettant aux enseignants de mettre en place des actions éducatives informatives accessibles aux parents pour une sensibilisation commune

STRATÉGIE SANTÉ - ENVIRONNEMENT - ALIMENTATION

PROPOSITION 3.1 - Enjeu Santé



Arguments POUR

- **Les programmes Jafa et TITIRI sont appréciés :**
 - Le programme Jafa est vraiment accessible et vous renseigne sur toutes les mesures à prendre
 - Les programmes Jafa et TITIRI ont le mérite d'exister et le travail remarquable réalisé par les acteurs de ces programmes est à souligner
 - Poursuivre le déploiement du programme TITIRI
 - Cette prévention est nécessaire pour l'avenir des enfants

Arguments CONTRE

- **Les programmes mentionnés ne sont pas suffisants, voir inexistant pour certains :**
 - Les programmes Jafa et Titiri manquent de recommandations concrètes et opérationnelles à diffuser auprès de la population pour réduire l'exposition
 - La stratégie parle de programmes poursuivis hors rien n'existe à ce jour
 - Aucun programme ne protège la population
- **Cette stratégie n'est pas suffisamment ambitieuse :**
 - Il est temps de prendre des mesures concrètes sans attendre les résultats d'une nième étude, enquête, etc
 - Les propositions sont trop vagues pour l'instant

- **Cette proposition entraîne un “fichage des individus”, non souhaité**

Conditions de mise en oeuvre

- **Mettre en place d'un plan de dépistage gratuit et massif :**
 - Permettre aux personnes qui le souhaitent de se faire dépister par analyse sanguine gratuite
 - Permettre à ceux qui sont ou ont été atteints (cancer de la prostate ou autres) d'être indemnisés et être prises en charge à 100% pour leurs besoins de santé
 - Intégrer dans les analyses prises en charges par la sécurité sociale une analyse systématique du taux de chlordécone dans le sang à chaque prise de sang
 - Ce dépistage pourrait permettre d'obtenir en moins de 6 mois les chiffres pour 80% de la population résidente en Guadeloupe
- **Reconnaître la spécificité de la pollution à la chlordécone :**
 - Créer, dans le nouveau CHU, un service dédié aux malades victime de la contamination au chlordécone
 - Publier une liste des conséquences connues que le chlordécone peut avoir sur les organismes humains
 - Faire une évaluation exhaustive des personnes contaminées
 - Permettre à la population contaminée de bénéficier d'un régime social particulier pour la prise en charge de leur soins
- **Mieux reconnaître les impacts de la chlordécone :**
 - Reconnaître l'impact de la molécule de chlordécone sur le développement de pathologies comme les cancers professionnels (cancer de la prostate, cancer du sein, ...)
 - Étendre les études de l'impact de la chlordécone sur les diabétiques, les hypertendus (les maladies de longue durée en général), avec l'objectif de comprendre si elle est à l'origine de la multiplication de ces maladies et/ou si elle les aggrave
 - Lancer la recherche d'un éventuel lien de causalité entre l'endométriose et le chlordécone
- **Accompagner les habitants pour mieux appréhender leur environnement :**
 - Recenser les terrains impropres à la culture et aider ces agriculteurs à passer à l'agriculture hors sol, en les formant, en les accompagnant

et en aménagement les terrains avec des kits et en leur fournissant de la terre non contaminée pour redémarrer une activité de production agricole saine.

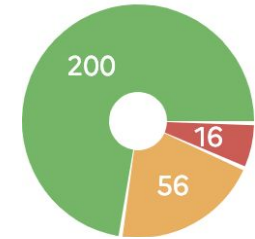
- Commercialiser un test, comme pour les tests qui mesurent le chlore dans les piscines indiquant le niveau de contamination de l'eau
 - Rendre accessible des kits d'analyse de sols, basés sur le même principe
 - Faire une cartographie précise des terres polluées
 - Distribuer des kit de décontamination par charbon actif pour renforcer la protection de tous
 - Créer un moyen de suivi de la traçabilité et de l'étiquetage des produits agricoles, de la pêche, d'élevage et piscicoles
 - Les tests, le dépistage et la sensibilisation doivent être accompagnés d'un d'une prise en charge psychologique de cette situation (peur généralisée, impacts indirects...)
 - Au-delà du simple "droit de savoir", la chlordéconémie pourrait être un bon outil "d'auto-contrôle" de son exposition, afin que chaque citoyen soit son propre "garde-fou" face à un polluant environnemental connu
- **Diffuser l'information :**
 - Toutes les actions de ce module doivent bénéficier d'un large projet de communication et de sensibilisation auprès de l'ensemble des Guadeloupéens
 - Le volet communication via les sites Internet et les réseaux sociaux des programmes JAJA et TITIRI reste peu visible par une partie de la population

Points de vigilance

- Le Décret n° 2020-1463 du 27.11. 2020 relatif à l'indemnisation des victimes de pesticides n'est pas une avancée pour toutes les victimes puisqu'il ne concerne que la réparation forfaitaire des dommages subis lors d'une exposition professionnelle
- **Prix de l'eau :**
 - Les analyses de l'eau du robinet sont réalisées par les Agences Régionales de Santé aux frais de la population. En conséquence, le coût du traitement de l'eau contaminée se répercute sur le prix de l'eau
- **Proposition à clarifier :**
 - La proposition n'est pas assez claire ni précise sur la stratégie prévue pour protéger et soigner l'intégralité de la population contaminée depuis des dizaines d'années

- Les points 4 et 5 de l'enjeu sont trop vagues
 - Les programmes de protection des générations futures cités méritent d'être explicités et de bénéficier d'une meilleure communication
 - Accompagner les mesures proposées d'un calendrier prévisionnel
 - Quid des moyens financiers mis à disposition de ces actions
-

PROPOSITION 3.2 - Enjeu Environnement



Arguments POUR

- **Bénéfices de cet enjeu :**
 - Il est nécessaire pour limiter la propagation, notamment en limitant le transport des terres
 - Ces propositions peuvent permettre de rattraper le retard pris concernant l'environnement
 - Ces propositions sont en phase avec la réalité sociétale
 - Tous ces éléments sont nécessaires à la recherche en vue de la remédiation de cette catastrophe environnementale

Conditions de mise en oeuvre

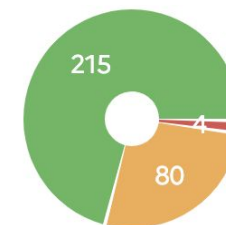
- **Rechercher un moyen de dépolluer les sols de manière non naturelle :**
 - On ne peut pas attendre 600 ans
 - Il est nécessaire d'appliquer en mer les mesures mises en place sur les sols (cartographie de la pollution marine, réhabilitation et restauration écologique...)
 - Compte tenu de la complexité de la situation, il importe de multiplier les tentatives : corriger, adapter les habitudes, sensibiliser, étudier les impacts, rechercher des solutions et ne pas se contenter d'attendre 600 ans
- **Diffuser et informer :**
 - Mettre en place un référent dans chaque commune, présent au quotidien sur le terrain et informer des avancées de toutes les procédures
 - Favoriser la réussite de la lutte contre la pollution en permettant une vraie maîtrise des connaissances et une diffusion large des informations

- **Mettre en commun les différentes études et recherches :**
 - La mise en place d'une base de données communes entre les différents programmes de recherche semble nécessaire
- **Nouvelles idées pour préserver l'environnement :**
 - Constituer une réserve foncière de terres agricoles non polluées pour les générations futures
 - Favoriser la replantation des espaces de mangrove notamment dans le grand cul de sac marin pour favoriser le renouvellement des espèces marines dans une zone moins impactée
 - Limiter l'extension des zones urbaines au détriment des espaces agricoles encore sains
 - Envisager l'approvisionnement en terre non polluée pour la mise en place de techniques de culture hors sol
 - Limiter les projets de construction
 - Le champ environnemental devrait initier des opérations visant à promouvoir les techniques alternatives non conventionnelles paysanne dans la production végétale et animale

Points de vigilance

- **Clarification des propositions :**
 - Préciser les moyens mis en oeuvre pour la pollution engendrée en mer et milieux aquatiques
 - Les propositions laissent penser que la contamination des sols se poursuit et qu'il faut encore et toujours cartographier, faire un état des lieux
 - Rien n'est dit autour des études et initiatives pour la dépollution
- **Perplexité autour des mesures :**
 - L'enjeu Environnement propose encore des mesures d'identification qui devraient être terminées depuis longtemps
 - Inquiétude autour des cartographies des sols non finalisées
 - Ce volet donne l'impression que la recherche n'avance pas ou de manière très désorganisée
 - Les contraintes liées aux restrictions (d'importation de terres par exemple) vont rendre le territoire plus dépendant qu'il ne l'est déjà
 - Afin de les préciser, la population devrait être consultée sur des objectifs quantitatifs à atteindre afin de fixer un but précis
- **Les mesures devront s'appliquer à tous les pesticides, pas seulement au chlordécone**

PROPOSITION 3.3 - Enjeu Alimentation



Conditions de mise en oeuvre

- **Mieux gérer sa consommation, mieux identifier les produits :**
 - Pouvoir identifier les produits non contaminés avec la mention "sans chlordécone", comme pour les OGM
 - Créer un label « sans Chlordécone, sans organochloré »
 - Garantir une traçabilité exemplaire aux consommateurs
 - Réussir à afficher des informations claires et systématiques de l'origine des produits en parallèle d'une meilleure communication sur les zones contaminées par la chlordécone
 - S'intéresser aux autres pesticides et les interdire afin d'éviter des phénomènes d'amplification dus à la « superposition » de molécules
- **Renforcer les contrôles sur les denrées alimentaires :**
 - Rendre les contrôles obligatoires et inopinés pour toutes les productions locales
 - Les contrôles doivent se faire au profit de la production locale, pas des produits importés à l'origine douteuse
 - Renforcer la mise en place de contrôleur qualité dans les secteurs de l'alimentation et du commerce
 - Les contrôles stricts doivent aussi être organisés sur les produits importés
 - Le contrôle des denrées alimentaires produites localement est indispensable mais n'est pas suffisant car il ne permet pas le contrôle des circuits informels (abattages clandestins par exemple)
 - Les contrôles doivent être élargis à l'eau du robinet et en bouteille
 - Mieux contrôler les denrées agricoles importées afin d'être sûr qu'elles ne contiennent pas de chlordécone et, si besoin, interdire leur accès sur le territoire
- **Permettre à tous de se nourrir de manière saine :**
 - Étendre l'agriculture hors sol aux jardins familiaux pour les auto-consommateurs dans les zones contaminées en leur fournissant les kits ou

par une mise à disposition à un prix raisonnable

- Remettre le taux acceptable de chlordécone aux Antilles identique à celui de la France métropolitaine
- Loin de freiner la production locale, il faut la développer en lui assurant de bonnes conditions
- La gratuité des analyses devrait l'être pour tous afin de favoriser le modèle de jardin créole

- **Accompagner les professionnels :**

- Les agriculteurs devraient bénéficier gratuitement de filtres à charbon
- Accélérer l'attribution de terres en friche à des cultivateurs sans terres, avec des aides et un protocole pour une agriculture nourricière exempte de tout pesticide et biocide
- Cette crise agro-sanitaire doit orienter une nouvelle stratégie alimentaire porteuse de nouveaux métiers et emplois en faveur des populations locales
- Favoriser les nouveaux modes de productions comme la culture hors sol à condition de former et d'accompagner les agriculteurs dans ce changement
- Mener une campagne incitative pour amener les agriculteurs à se convertir au bio voire à la biodynamie
- Permettre à l'agriculture biologique qu'elle devienne la norme et représente un gage de confiance pour les "consom'acteurs"

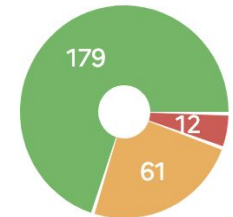
- **Mieux diffuser l'information :**

- Mettre en place une cartographie accessible au tout public, accessible au niveau des services de l'urbanisme et sur internet, pour les projets de construction, d'implantation de parcelles agricoles, ou jardins créoles

Points de vigilance

- Rien n'indique qui prend en charge la décontamination et la perte d'exploitation des agriculteurs dont les terres sont contaminées
- Des doutes subsistent autour de la possibilité pour tous les agriculteurs d'avoir accès à des terres non polluées

PROPOSITION 4 - STRATÉGIE SANTÉ-TRAVAIL



Arguments POUR

- **Soutien à la stratégie :**
 - Cette stratégie est autant obligatoire qu'indispensable
 - L'inscription du cancer de la prostate dans le tableau des maladies professionnelles est une très bonne chose
 - La proposition d'observatoire pour le suivi de l'évolution des concentrations de chlordécone dans le sang d'une population cible est un outil important à la fois pour comprendre des pathologies et suivre l'impact des politiques publiques
- **Bénéfices attendus de la stratégie :**
 - Chaque guadeloupéen doit savoir son risque de contamination au chlordécone, permis par un dépistage massif
 - Ce Plan est l'occasion, en concertation avec les autorités compétences (Région, Chambre d'agriculture), d'ouvrir

Arguments CONTRE

- Les propositions sont insuffisantes

une concertation croisée sur "Quel modèle de développement agricole pour la Guadeloupe ?"

Conditions de mise en oeuvre

- **Généraliser les mesures proposées à toute la population :**
 - Impliquer autant les employeurs que les "professionnels"
 - Il ne faut pas seulement mener des actions pour le secteur agricole
 - À long terme, les consommateurs sont aussi impactés que les professionnels
 - Il conviendrait d'englober aussi les incidences de la pollution et ses impacts sur la cellule familiale ("effet cocktail")

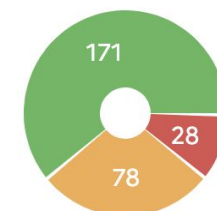
- **Le nécessaire besoin d'indemnisation :**
 - Une indemnité importante doit être garantie à chaque personne malade ou ayant des malformations congénitales et ayant travaillé dans la banane
 - Préciser ce qui est prévu en termes d'indemnisation et d'accompagnement des populations qui habitent sur des anciennes terres agricoles
 - L'idée de l'annulation de la taxe foncière pendant 600 ans sur toute la Guadeloupe
 - Garantir l'indemnisation des familles qui ont déjà subi des décès (quid de la rétroactivité)

- **Faciliter la reconnaissance du lien santé-travail :**
 - Associer les centres de santé au travail (médecine du travail) afin que ces salariés qualifiés agricoles et susceptibles de contamination soient classés SMR
 - Les intrusions spécifiques dans le milieu professionnel aboutissent trop souvent au sacrifice des entreprises qui sont déjà asphyxiées
 - L'accompagnement et le dédommagement des professionnels sont incontournables
 - Le Gouvernement se doit d'utiliser son expérience de l'amiante en y ajoutant des procédures obligatoires d'analyse et de suivi
 - La recherche des impacts de la contamination doit aller plus loin que la comptabilisation des cancers

Points de vigilance

- Il semblerait plus pertinent d'interdire l'usage des pesticides plutôt que d'en assurer une "bonne" prévention

PROPOSITION 5 - STRATÉGIE SOCIO-ÉCONOMIQUE



Arguments POUR

- L'objectif doit être l'élaboration d'un projet économique et écologique pensé en concertation à tous les niveaux mais géré localement, concernant la qualité de l'eau et la souveraineté alimentaire
- Cela est indispensable
- La reconnaissance et la prise en compte des problèmes occasionnés pour les professionnels sont enfin présentes dans un plan

Arguments CONTRE

- Les actions proposées ne couvrent que l'accompagnement et l'indemnisation du préjudice économique
- La stratégie est trop légère, en particulier concernant le financement

Conditions de mise en oeuvre

- **Une réparation demandée à l'État, doublée d'une indemnisation des populations impactées :**
 - Les sommes allouées seraient inscrites chaque année dans la loi de finances et sanctuarisées dans le budget des Outre-mer
 - Obtenir la liste des agriculteurs à indemniser via la caisse de sécurité sociale
 - Allouer des moyens financiers importants aux professionnels afin qu'ils ne soient pas tentés de continuer à vendre des produits

chlordéconés pour survivre

- Faire une étude économique afin d'estimer le préjudice économique subi par les agriculteurs, pisciculteurs, et pêcheurs du fait de l'interdiction d'exercer leur activité professionnelle
- Une exonération des taxes foncières sur les terrains chlordéconés devrait être envisagée

- **Accompagner financièrement les professionnels et encourager la production locale :**

- Réorienter les fonds alloués aujourd'hui à la banane afin de moderniser tout le secteur agricole et l'orienter vers la production locale de produits "bio"
- Fournir tous les matériels et de l'encadrement technique nécessaires pour le développement des alternatives (jardins suspendus, jardins agro-forêts...)
- Moderniser la flotte en termes d'équipement afin de renforcer la pêche au large et les ressources humaines
- Il faut des financements directs et massifs des socioprofessionnels, des plans de relance concertés
- Taxer la grande distribution sur les productions importées qui pourraient être fournies en local

- **Encourager les réflexions communes autour de la recherche de solutions visant à une exposition zéro chlordécone :**

- Les marins-pêcheurs doivent être associés aux réflexions et actions envisagées
- La solution radicale et nécessaire serait de dépolluer afin que les professionnels concernés puissent reprendre leurs travaux sans contrainte et les indemniser
- Aider, encourager, soutenir les initiatives visant à développer un élevage propre dans les zones victimes de la pollution
- Financer l'aquaculture, les nouvelles techniques d'agriculture, subventionner l'accès à ces techniques semble plus utile qu'une énième observation sans recherche d'effets concrets
- Penser à l'agriculture hors sol pour certaines zones et à l'aquaculture en bassin

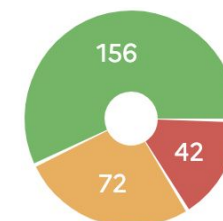
- **Former et informer les acteurs socio-économiques :**

- Organiser une formation DAAF/Chambre d'agri/ARS/DGCCRF des vendeurs sur les marchés et l'accompagner de la mise en place d'un système de "macaron" (comme pour la filière pêche) avec un matricule pour chaque vendeuse/revendeuse, permettant aux consommateurs de savoir d'où viennent les produits
- La formation socio-économique de l'ensemble des acteurs devrait être favorisée par des aides financières et matérielles

Points de vigilance

- La stratégie n'est pas assez claire
- La stratégie manque de chiffres, de données quantitatives et d'objectif précis
- Ces mesures (contrôles) vont faire augmenter les prix, ce qui risque de fragiliser les petits producteurs
- Pour ce qui est des pratiques d'élevage, il conviendrait d'écrire "adapter" plutôt "qu'améliorer" (axe 1) car les éleveurs ne sont pas responsables de la pollution dont souffre leur cheptel aujourd'hui

PROPOSITION 6 - STRATÉGIE COMMUNICATION



Arguments POUR

- **La communication est un enjeu majeur :**
 - Elle peut permettre de restaurer la confiance
 - Il s'agit de trouver les bons canaux et les bonnes méthodes de communication
 - Besoin d'un plan de communication ambitieux
 - La communication sera la base de la connaissance des dangers et des risques
 - Elle peut lancer un début d'éducation sur le sujet
- **Une attente forte de la population :**
 - La population est en quête d'une information claire et objective
 - Les habitants souhaitent consommer en connaissance de cause
 - La communication doit être tournée en priorité vers tous les Guadeloupéens

Arguments CONTRE

- **La communication n'est pas prioritaire :**
 - Un plan de communication n'a que pour objectif d'apaiser les consciences
 - Ce qui compte ce sont les tests
 - Elle ne permettra pas de lutter contre la population
 - Le mal est déjà fait
 - Le Plan V pourra servir à la communication; le Plan IV doit se concentrer sur les actions et les études d'impacts
- **Cette stratégie est la plus faible en termes de propositions :**
 - Manque d'objectifs chiffrés
 - Ce volet est limité/pauvre/décevant
- **L'impression de tourner en rond :**
 - Depuis 12 ans, les plans chlordécone se bornent à faire de la communication
 - Rien n'est dit sur les bilans de ce qui a déjà été fait

Conditions de mise en oeuvre

- **Adresser un public large :**
 - Communiquer sur tous les supports numériques, audio, TV et presse en français et en créole
 - Construire une communication inclusive
 - Vulgariser les contenus afin qu'ils soient compris de tous
 - Inclure des publics cibles divers comme les enfants et les étudiants
 - Distribuer un bulletin régulier, vulgarisé sur l'eau potable et les terres contaminées en boîte aux lettres, mis à disposition en mairies ou envoyer par sms
 - Garantir une communication dédiée aux personnes en situation de handicap (surdité, malvoyant...)
 - Organiser des débats télévisés à ce sujet en invitant la population à poser ses questions
 - Réfléchir à une communication vis à vis des acteurs externes, notamment à l'égard des pays fournisseurs de produits agricoles

- **Impliquer des acteurs divers dans la diffusion d'informations :**
 - Co-construire régulièrement avec toutes les associations et organisations engagées dans les problématiques environnementales
 - Utiliser les associations comme relai d'informations et de sensibilisation
 - Demander l'aide des artistes et influenceurs pour toucher le plus grand nombre

- **Assurer une communication transparente et de qualité :**
 - Mettre à disposition tous les documents récupérés, les bilans des anciens plans et les actions mises en oeuvre ainsi que leur évaluation
 - La communication actuelle rend méfiant les Guadeloupéens sur le sujet
 - La communication sur le chlordécone ne doit plus être "formelle"
 - Mettre en place un numéro de téléphone unique afin de faire permettre d'obtenir les informations souhaitées
 - Mettre à disposition du public toutes les informations sur un site dédié
 - Lutter contre la désinformation et les fake-news à ce sujet
 - Adosser les actions de communication à une structure indépendante afin de valider scientifiquement et de façon éthique les informations

- **Reconnaître et communiquer sur la responsabilité de l'État :**

- Faire en sorte que l'État assume sa responsabilité et finance la dépollution de l'eau
- Les actions proposées ne doivent pas venir dédouaner les responsables de cet état de fait et de leur obligation de réparation
- Créer une commission justice et vérité (CJV), sur le modèle de celle créée après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud
- L'État doit aller au bout de sa démarche de reconnaissance afin de vraiment rechercher des solutions et mettre en place un pacte de confiance avec les territoires impactés

Points de vigilance

- **Le numérique ne suffit pas :**

- Assurer des permanences d'informations dans tous les lieux recevant du public
- La consultation aurait dû être complétée d'une enquête à domicile
- La population du département tend à vieillir et ne maîtrise pas les outils numériques
- La fracture numérique du département est encore trop importante

- **Utiliser cette consultation comme un test :**

- Peu de participation
- Pas suffisamment de communication autour de la consultation
- Faire un bilan sur la communication et son déploiement sur cette consultation avant toute prochaine étape

- **Une stratégie de communication encore trop culpabilisante :**

- Orienter la communication sur les solutions plutôt que sur les conséquences connues

FOCUS - PLAN IV DANS SON INTÉGRALITÉ

PARTICIPANTS GUADELOUPE

Les arguments ayant attiré au Plan IV dans son intégralité ont été analysés et intégrés dans cette section.

Arguments CONTRE

- **Critiques du Plan IV :**
 - Ce unième plan est un outil de communication pour noyer le poisson et faire penser que des choses se fassent
 - La problématique de ces plans successifs chlordécone demeure dans la lenteur administrative et dans le temps d'action au public visé
 - Le plan n'aborde pas la question cruciale des responsabilités de la pollution à la chlordécone

Conditions de mise en oeuvre

- **Évaluer les stratégies du Plan de lutte contre la Chlordécone :**
 - Création d'une rubrique sur la transparence des dépenses allouées à la chlordécone
 - Évaluation économique des stratégies du plan chlordécone pour chaque groupe de travail
 - Mise en place d'un site à l'image de e-cancer pour le chlordécone
 - Création d'une matrice de comptabilité générale pour évaluation des plans chlordécone 1,2,3,4 et les prochaines
- **Mettre en place des structures de débat :**
 - Il manque, une «convention citoyenne» pour faire le bilan et le suivi du plan dans sa globalité
 - Il semble difficile de se prononcer sur un nouveau plan alors qu'aucun bilan n'a été fait ou rendu public des trois derniers plans
- **L'appel pour une gouvernance locale :**

- Le plan gagnerait en efficacité s'il était piloté par un collège d'acteurs locaux et contrôlé par un organisme indépendant
- **L'absence de volet judiciaire et de clarification sur "qui finance" :**
 - Le projet de plan IV ne présente pas de volet judiciaire, un vrai manque dans les stratégies présentées
 - Ce plan devrait contenir un axe pour prendre en charge ou aider ceux qui ont déjà subis les effets du chlordécone
 - Ceux qui sont à l'origine de cette pollution, et dont la responsabilité est avérée, doivent également être ceux qui financent la mise en œuvre de ce plan
 - Le plan Chlordécone 2020 doit imposer une prise en charge restrictive
 - Le plan ne fait pas sien le principe du "pollueur/payeur"
 - Appliquer des condamnations judiciaires strictes et systématiques aux employeurs qui ne veillent pas à la protection de leurs employés
 - Les responsables doivent être reconnus et condamnés
- **Mieux différencier les actions :**
 - Mieux différencier les actions en direction des professionnels, et celles en direction du grand public

Points de vigilance

- Les participants attendent du plan IV qu'il présente plus d'initiatives, d'actions
- Le peu de place laissée à l'agriculture et l'élevage dans ce plan IV interpelle
- Le plan ne précise pas de calendrier sur la réalisation des actions

FOCUS - GOUVERNANCE ET BUDGET

PARTICIPANTS GUADELOUPE ET MARTINIQUE

Arguments CONTRE

- Aucun budget n'est prévu au profit de la réparation psychologique et juridique de cette pollution
- Absence de contributions des pollueurs dans le projet budgétaire

Conditions de mise en oeuvre

- **Communiquer plus précisément sur la répartition précise du budget ainsi que les résultats des actions menées :**
 - Création d'un site dédié qui permettrait de suivre les évolutions du plan : Qui fait quoi ? Quelle dépense pour quoi?
- **Préciser le financement du plan :**
 - Le financement du plan ne devrait pas être uniquement assuré par des fonds publics ou par les contribuables
 - Prévoir une participation significative des utilisateurs responsables qui pourrait financer de manière pérenne des actions en faveur des descendants des victimes
 - Une taxe additionnelle et spécifique devrait être ajoutée sur les produits phytosanitaires pour financer les conséquences de la chlordécone
 - Il serait nécessaire de faire un bilan financier des 3 premiers plans avant d'attribuer ces enveloppes